

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 décembre 2012

Original : français

**Lettre datée du 18 décembre 2012, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer que, contrairement aux dispositions de la résolution 2076 (2012) du Conseil de sécurité, enjoignant au Mouvement du 23 mars (M23) de se retirer de la ville de Goma, des sources aussi concordantes qu'indépendantes confirment que les éléments de ce mouvement rebelle campent toujours aux portes de la ville de Goma, provoquant une insécurité généralisée dans la ville et ses environs.

En dépit des négociations en cours à Kampala, les mêmes sources renseignent que les éléments du M23 sont postés à 6 kilomètres de Goma, sur les collines de Munigi, près d'une base de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Par ailleurs, le M23 a récemment reçu le soutien des bataillons rwandais arrivés en terre congolaise les 8 et 12 décembre 2012 pour renforcer leurs rangs dans l'éventualité de l'échec des pourparlers de Kampala.

Cette situation justifie, si besoin en était encore, l'urgence et la nécessité de travailler sur un changement rapide du mandat de la MONUSCO pour lui permettre de répondre efficacement à l'aggravation de la situation sur le terrain.

C'est pourquoi, tout en poursuivant sa collaboration avec la MONUSCO, le Gouvernement demande un réaménagement de son mandat afin de la mettre en phase avec les réalités du terrain.

Un tel réaménagement se ferait conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 2076 (2012), en particulier ses paragraphes 5, 6 et 9, et viserait notamment :

- a) Le renforcement du mandat de la MONUSCO pour une plus grande efficacité;
- b) L'augmentation de ses effectifs dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, pour répondre aux besoins opérationnels sur le terrain;
- c) La mise à la disposition de la MONUSCO des effectifs supplémentaires, si nécessaire, jusqu'au niveau autorisé par le Conseil de sécurité, ou sa réorganisation interne pour répondre également à ce besoin de renforcement;



d) Le renforcement de la logistique avec une dotation en équipements appropriés en tenant compte des conditions dans lesquelles se déroule la mission (hélicoptères de combat, équipements de vision nocturne, drones de surveillance...).

Mon gouvernement invite le Conseil de sécurité à donner une suite à la présente et le prie de bien vouloir la faire circuler comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Ignace **Gata Mavita**
